

L'orientation économique du Japon

Jean Mehling

Volume 33, numéro 3, octobre–décembre 1957

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001258ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001258ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mehling, J. (1957). L'orientation économique du Japon. *L'Actualité économique*, 33(3), 437–459. <https://doi.org/10.7202/1001258ar>

L'orientation économique du Japon

Le Japon est le troisième client du Canada et son quatrième fournisseur. En dépit d'aléas fréquents, le commerce nippon-canadien s'accroît très rapidement. Il n'en est pas moins lié à des considérations beaucoup plus vastes qui ont trait à l'ensemble de l'orientation économique du Japon. J. Mehling brosse ici un tableau des tensions et des conditions de vie qui influencent à l'heure actuelle le sens de la croissance économique japonaise.

Lorsqu'au lendemain de Pearl Harbour, l'Amérique et le monde crièrent au scandale, leur vertueuse et légitime indignation, compréhensible par bien des côtés, masquait cependant de monumentales erreurs. En un instant, l'Amérique et le monde payaient peut-être des décades de non-sens économique. Évidemment, le problème n'est pas ici de charger tel pays de tous les péchés d'omission que tous, à travers le monde, nous n'avons pas manqué de commettre. Notre but est plutôt de déterminer, en même temps que certaines des fautes imputables à un certain mode de pensée en matière économique, quelques-unes des constantes auxquelles il ne faut jamais manquer de se référer dans la conduite des affaires publiques. En même temps qu'une leçon d'histoire, c'est une leçon pour l'avenir que l'on voudrait pouvoir ainsi tirer.

Il faut bien l'avouer, en effet, nous risquons de nous trouver, avant quelques années, devant des situations désespérées, faute d'avoir su ou voulu admettre certaines évidences. Toutes les énigmes ne sont pas encore résolues : sans doute le partage du monde en deux grands groupes fondamentaux semble-t-il acquis. D'un côté, les tenants de la pensée marxiste (plus ou moins pure, selon les pays et selon les circonstances); de l'autre, les défenseurs d'un ordre économique et politique sans point de contact avec son

opposant. Ce genre de classification ne manque pas de clarté et satisfait notre logique. D'une zone à l'autre, cependant, les barrières sont beaucoup moins solides que ne le laissent croire ces traditionnelles et ridicules expressions de «rideau»: «rideau de fer», «rideau de bambou»! Ne s'agirait-il pas plutôt de «rideaux» élevés par notre absence de lucidité? Toute une série de pays pourraient en effet les franchir (sont prêts à le faire), si l'on n'apporte pas remède à des maux dont les pires, à notre avis, sont d'essence économique.

À la limite des deux mondes, le Japon fait l'enjeu d'une âpre lutte d'intérêts. On affirme que son choix est définitif, et qu'il ne court que peu ou pas de risques d'inféodation au monde communiste. Nous n'en sommes nullement convaincu. Nous aimerions expliquer les motifs de notre doute.

On a toujours tort de ne pas replacer l'histoire dans son cadre véritable: celui des données économiques. Nous ne voulons évidemment pas nier ici l'importance fondamentale des influences philosophiques qui s'exercent ou se sont exercées sur le Japon, par exemple. Il faut seulement se rappeler que, la plupart du temps, l'emprise des idées sur les individus et les collectivités ne se peut expliquer sans un rappel des conditions matérielles qui leur ont servi de champ d'action.

Diverses conditions fondamentales nous paraissent avoir joué leur rôle, dans le cas du Japon: le phénomène de surpopulation, celui d'insularité, le paradoxe du développement industriel, la politique protectionniste à l'égard du Japon, etc. . .

Or il se trouve, précisément, qu'en dépit des apparences, ces conditions demeurent inchangées, souvent même aggravées. Ainsi, à la limite du raisonnement, les mêmes causes étant susceptibles de produire les mêmes effets, des causes détériorées pourraient produire des dommages plus grands encore que ceux déjà déplorés. Reprenons par le détail les principales des conditions énoncées précédemment.

* * *

Cela devient presque un lieu commun de dénoncer le phénomène de surpopulation comme l'une des causes majeures des difficultés économiques d'un pays donné. Dans le cas du Japon,

cependant, ce mot cache beaucoup plus de leçons que partout ailleurs.

Tableau I
La population japonaise¹

	1945	1950	1955
Population japonaise (en millions)	72	83.2	89.3
Taux quinquennal naturel de croissance (par mille habitants)	— 2.8	17.4	11.8 (1954)
Avortements volontaires (en p.c. des naissances)	—	20.92	64.19 (1954)

Tableau II

Territoires perdus par le Japon à l'issue de la II^e guerre mondiale
(en p.c. du territoire total d'avant-guerre)

Corée	32.7
Sakhaline et Îles Kouriles	6.8
Formose	5.3
Divers	0.7
Total	45.5

On constate, à la lecture des deux tableaux précédents, un certain nombre de vérités, élémentaires mais riches en leçons. Un fait se trouve déjà acquis: si éloquents soient-ils, les chiffres n'ont pas servi de leçon aux hommes politiques chargés de régler le sort du Japon à l'issue de la guerre. Pouvaient-ils, d'ailleurs, agir autrement qu'ils l'ont fait?

La population japonaise s'est accrue de façon vertigineuse, depuis la fin du dernier conflit mondial: de 72 millions d'individus en 1945, les Japonais ont passé à 83.2 millions en 1950 (soit une augmentation de 11.2 millions) et à 89.3 millions en 1955 (soit une nouvelle augmentation de 6.1 millions). Considérés pour eux-mêmes, ces chiffres indiquent donc qu'en dix ans le Japon a dû nourrir 17.3 millions de nouvelles bouches, sur un territoire réduit de 45.5 p.c., c'est-à-dire de presque la moitié. Nous revien-

1. D'après des données recueillies dans *Japan's Population Problems*, par Ayanori Okasaki, publié par le Ministère des Affaires Étrangères du Japon, 1956 et *The Japan Annual*, 1955, Japan Annual Publications, Tokyo, 1955, p. 200.

drons ultérieurement sur ce dernier point. Remarquons, à titre d'illustration, que l'accroissement signalé représente l'équivalent de toute la population de l'Argentine (17.2 millions d'habitants en 1950), ou encore, comme le fait remarquer le document auquel nous empruntons ces données chiffrées, trois fois la population de la Suisse.

L'accroissement de population a dû représenter pour le Japon une source de difficultés d'autant plus grandes qu'il ne s'est pas effectué selon les règles ordinaires. Le nombre de 11.2 millions ne représente pas entièrement un supplément de natalité. Il se décompose comme suit¹:

<i>Accroissement total brut</i> (1945 à 1950).....	11,200,000
Rapatriés.....	6,200,000
Émigrants.....	—1,200,000
	5,000,000
<i>Accroissement net par natalité</i>	6,200,000

Des remarques s'imposent, à propos du tableau précédent.

1) L'augmentation de population par natalité a représenté à peu près la moitié de la population actuelle canadienne, et cela à une période où le Japon sortait vaincu, privé de la moitié de son territoire, de la totalité de sa flotte, occupé par l'ennemi, coupé de ses débouchés et de ses sources d'approvisionnement, certaines de ses villes presque anéanties.

2) Le départ de 1.2 millions de résidents de longue date, ne quittant le Japon que par crainte d'être considérés désormais comme des étrangers (Coréens, Chinois) ne pouvait manquer d'agir défavorablement sur l'économie japonaise. On sait à quelles difficultés sans nom ont conduit ces migrations de «personnes déplacées» au lendemain de la seconde guerre mondiale.

3) Les 6 millions d'individus classés sous la rubrique «rapatriés» représentaient sans doute l'élément capital de la présente discussion. Il s'agissait de militaires ayant opéré d'une extrémité à l'autre de cette Asie du Sud-Est que le Japon avait conquise par nécessité, tout autant que par ambition. Il s'agissait sans doute aussi de civils devenus étrangers dans leur patrie d'adoption et rentrant dans leur pays d'origine.

1. Ayanori Okasaki, *op. cit.*, p. 1.

Le Japon se trouvait, en ce qui concernait 6 millions des siens, placé devant un problème de réclassement extrêmement grave. Cette masse d'individus — mis à part les blessés, les invalides — se trouvait soit en quête d'un métier, soit désireuse de reprendre ses anciennes activités. De toute façon se posait un problème d'emploi, et cela de façon massive et immédiate (voir plus loin).

4) La natalité japonaise, de son côté, se maintenait à un taux très élevé: 6.2 millions en cinq ans, soit l'équivalent du volume total des rapatriés. Cela posait au pays d'autres problèmes économiques, non moins graves que celui de l'emploi: problèmes plus ordinaires de la consommation, qu'on ne peut cependant résoudre différemment du précédent. Nous verrons que la solution a consisté, pour le Japon, en une discipline de consommation assez extraordinaire, sur laquelle, d'ailleurs, le monde a eu le tort de trop compter.

5) Entre 1950 et 1955, le Japon nous offre un spectacle affligeant (Tableau I): celui d'une application très stricte de son *Eugenics Protection Law*¹. Faute de pouvoir «faire face», par des procédés normaux d'expansionnisme économique, le Japon va recourir à l'avortement volontaire à un rythme inconnu jusqu'alors dans le monde: 20.92 p.c. des enfants à naître en 1950, 64.19 p.c. en 1954.

Quelques données simples mettent en lumière les difficultés auxquelles ne pouvait manquer de se heurter le Japon, au lendemain de la guerre. La superficie du Japon était à peine l'équivalent de celle d'un État moyen des États-Unis, soit 141,529 milles carrés. La densité de la population n'était pas en soi inférieure à celle de la Hollande ou de la Belgique, par exemple (630 habitants par mille carré). Toute la différence — mais elle était immense — résidait dans la proportion des terres cultivables, qui ne dépassait 15 p.c. de la superficie totale². Le phénomène de surpopulation, on le sait, ne correspond pas à une densité déterminée de peuplement, mais à un rapport entre population et terres économiquement utiles. Pour comprendre le destin passé, actuel et même futur du Japon, il devient donc indispensable de connaître, au moins à grands traits, sa géographie économique.

* * *

1. Loi no 156 du 13 juillet 1948.

2. *Japan as it is today*, Ministère des Affaires étrangères du Japon, Tokyo, 1956, p. 9.

Nous caractériserons la géographie japonaise de la façon suivante: le Japon souffre du mal d'insularité. Il ne s'agit pas tant de rappeler l'isolement géographique du pays que son isolement économique. Il n'est d'ailleurs pas rigoureusement prouvé que les deux expressions coïncident. L'insularité, l'isolement japonais, sont les résultats économiques d'une série de facteurs, les uns économiques (recherche d'une économie autarcique), les autres sociologiques, politiques, etc. . . (absence de points de contact avec les pays voisins, déséquilibre entre le développement atteint par le Japon et celui acquis par les autres nations asiatiques).

Dès la fin du XIX^e siècle, le Japon, industrialisé par les soins de l'Amérique et avec l'appui des pays européens, se trouve devant la situation suivante: produire et exporter pour acquérir son indépendance économique, produire à des coûts de revient extrêmement bas pour pouvoir soutenir la concurrence, exporter au maximum pour acquérir les matières premières industrielles dont la quasi-totalité lui manque. Il s'agit en somme d'une situation rigoureusement classique. Dans le cas du Japon, des remarques capitales s'imposent:

1) La soumission continue et accélérée à ces divers impératifs représentait, pour le Japon, une question de vie ou de mort;

2) depuis soixante-quinze ans, ces données n'ont rien perdu de leur valeur, car elles ne peuvent pas s'améliorer;

3) par contre, il y a tout lieu de craindre que le Japon ne se trouve placé, de façon toujours plus impérative, devant un dilemme: rompre son isolement économique, coûte que coûte, par la reprise de relations traditionnelles, c'est-à-dire de relations avec le continent asiatique, obtenir du reste du monde des conditions d'exportation particulièrement favorables (ce qui apparaît comme à peu près irréalisable), ou aboutir à une situation sans espoir, dont les variantes sont: une diminution de la production, ou une diminution des salaires, ou les deux choses à la fois (hypothèses impensables du point de vue économique, mais aussi du point de vue social); ou mieux encore intégration à l'économie asiatique qui s'élabore. Reprenons ces diverses données, en les transposant à l'échelle du Japon actuel.

La croissance économique du Japon a marqué et marque encore un mouvement continu et accéléré. Le revenu national brut japonais s'élevait, en 1954, à 6,100 milliards de yens. Ce montant correspond à un accroissement de 35 p.c. par rapport à celui de la période d'avant-guerre. L'accroissement de la population japonaise, pour la même période, étant d'environ 28 p.c., il en résulte une augmentation du revenu individuel de près de 5 p.c. Pour l'année 1955, la hausse se serait poursuivie (8 p.c. de plus)¹. L'indice 1934-36 de la production industrielle étant 100, celui de l'année 1954 devient 167 et celui de 1955 marque une hausse de près de 10 p.c. par rapport au précédent. La production agricole obéit au même mouvement général (hausse de 10 à 20 p.c.).

À l'intérieur du développement industriel, des modifications d'une haute signification se sont effectuées. Certaines activités traditionnelles (textiles naturels, soie en particulier) marquent un net recul au profit d'industries qui correspondent à un état plus avancé de la structure économique nationale: remplacement, par exemple, des industries textiles classiques par la production de textiles synthétiques, développement marqué des industries chimiques et des industries lourdes. La production totale de l'industrie japonaise traduit en particulier des modifications substantielles. Ainsi les produits chimiques et les produits métalliques qui ne formaient que 17 p.c. de la production industrielle au cours des années de 1934 à 1936, atteignent 33 p.c. du total en 1945. La production de machinerie et de biens durables divers atteignait l'indice 225 en 1954 par rapport à la moyenne des années 1934-36. Et l'industrie chimique a accru sa production des trois quarts entre 1950 et 1954 seulement².

Bien qu'il soit très difficile d'obtenir du Japon des données statistiques récentes et claires, et bien qu'il soit à peu près impossible d'en recevoir des renseignements précis pour la période d'avant-guerre, en dépit également d'une méthode fort discutable de présentation statistique des ministères japonais, on arrive cependant à se faire une idée assez exacte de la politique économique suivie par le pays. Nous avons volontairement choisi, parmi une

1. Ces diverses données, ainsi que bon nombre des suivantes, sont tirées de *The Rehabilitation of Japan's Economy and Asia*, par Saburo Okita, brochure publiée par le Ministère des Affaires Étrangères du Japon, Tokyo, 1956.

2. Saburo Okita, *op. cit.*, et *Japan Annual* 1955.

foule de renseignements, ceux qui nous paraissent traduire l'idée que nous désirons rendre : développement de l'industrie japonaise, mouvement dans le sens d'une complexité et d'une modernisation encourageantes, tendance à une croissance susceptible de placer le pays sur un pied concurrentiel.

Le Japon n'abandonne pas, pour autant, le développement de son agriculture. Disons simplement, à ce propos, que le rapport de la population agricole à la population totale employée était, avant-guerre, de 40 p.c. ; il serait, à l'heure actuelle, d'environ 50 p.c.

Nous ne disposons pas ici de la place suffisante pour présenter au lecteur un tableau détaillé de toutes les activités industrielles et agricoles du Japon contemporain. Il lui faudra donc se contenter de considérer comme particulièrement caractéristiques les quelques données rudimentaires qui viennent de lui être soumises.

La croissance continue du Japon depuis soixante-quinze ans ne s'est trouvée perturbée que par la guerre (facteur de développement industriel, mais d'un développement ne répondant pas à des critères normaux). Mais il importe de remarquer qu'elle se trouve affectée de vices congénitaux d'une gravité exceptionnelle sans espoir de modification fondamentale. Nous aimerions insister à présent sur ces données qui constituent le point central de toute explication consacrée au Japon économique.

L'économie japonaise, en stricte logique, devrait être soit une économie « mondialiste », soit une économie de structure rudimentaire (ici apparaît encore avec netteté la notion d'insularité économique).

Non seulement les faiblesses naturelles de l'économie japonaise ne se sont pas atténuées, mais elles ne peuvent pas s'atténuer. Il nous semble même qu'elles ne peuvent, dans l'état actuel des choses, que se détériorer de plus en plus. Tels sont les points sur lesquels nous allons tenter d'apporter quelque lumière.

* * *

L'économie japonaise devrait être « mondialiste ». L'expression de Perroux nous paraît acquérir chaque jour plus de vigueur. Le Japon ne peut escompter vivre, ou même simplement vivoter, par

lui-même. Aucune situation économique ne peut être plus paradoxale que celle d'un pays industrialisé malgré la logique économique, au seul nom de l'autarcie. Or le Japon souffre de cette maladie que nous avons appelée «insularité économique», voulant exprimer par là l'idée qu'il se trouve coupé de ses compléments économiques normaux (approvisionnements, débouchés), soit par la géographie, soit par les hasards de la vie politique, soit par tout autre obstacle de nature extra-économique.

Le paradoxe japonais est celui d'un pays industrialisé en l'absence de ressources naturelles susceptibles de satisfaire à ses besoins industriels. Le cas n'est évidemment pas unique dans le monde; mais il le devient dès l'instant où l'on se rappelle que le Japon est un pays asiatique, entouré de voisins à structures économiques rudimentaires. La Chine commence à peine à s'industrialiser, et le Japon en est coupé. L'Inde n'a même pas atteint le stade économique de la Chine moderne. De plus, le Japon a perdu, au cours du dernier conflit mondial, la totalité de sa flotte. Ainsi, en résumé, la situation japonaise d'avant-guerre a empiré et peut être résumée ainsi: absence de matières premières, absence de moyens de transport, absence de débouchés.

L'absence de matières premières peut être traduite par quelques exemples très simples.

Tableau III
Rapports de la production aux besoins domestiques¹

	Période antérieure à la guerre	Période postérieure à la guerre
	(en p.c.)	(en p.c.)
Minerai de fer	13.0	20.5
Charbon	79.0	91.3
Coton brut	0	0
Laine brute	0	0
Pétrole	6.0	5.5
Caoutchouc	0	0
Riz	81.5	90.0

L'industrialisation japonaise souffre donc de handicaps insurmontables d'origine géographique: quantités à peu près suffisantes de charbon, mais production nettement insuffisante de minerai de

1. Cf. *Japan's Foreign Trade*, par Ryokichi Minobe, Tokyo, 1956, p. 2.

fer; quasi-inexistence de pétrole (quelques gisements situés sur la côte de la mer du Japon). Quant à ses ressources hydro-électriques, elles souffrent de l'irrégularité des cours d'eau. Privé de pétrole, le Japon se trouve démuní de l'une des deux ou trois ressources fondamentales dans lesquelles il n'y a pas de puissance économique. Et pourtant, le Japon est une puissance économique — ou du moins l'était, et tend à le devenir à nouveau —. Il n'est pas difficile de comprendre l'histoire des vingt dernières années, en Extrême-Orient, à la lumière des explications précédentes. La colonisation de la Corée, la conquête de la Mandchourie, la campagne de Chine, et plus tard Pearl-Harbour, les conquêtes japonaises jusqu'aux portes des Indes et de l'Australie, ne nous apparaissent pas tant le fruit d'une ambition politique que l'absolue nécessité devant laquelle se trouve placée une économie sans espoir. Nous n'hésitons pas à écrire que, contrairement à la fausse légende, l'histoire se renouvelle toujours: elle obéit à des constantes d'une rigueur absolue. Nous essaierons de le démontrer à propos des exportations japonaises. Pour l'instant, il nous faut convenir du fait que le Japon, sous peine de mort, devait coûte que coûte assurer ses sources d'approvisionnement, en même temps d'ailleurs que ses débouchés présents et à venir. La même expérience se reproduira, sous une forme légèrement différente: celle de l'intégration japonaise à une Asie communisée.

L'absence d'instruments de transport suffisants a causé la perte du Japon militariste. Elle cause au Japon actuel les pires soucis, et le place devant une autre contradiction: celle d'un pays aspirant à l'indépendance, mais étroitement soumis au bon vouloir de ses transporteurs; celle, par conséquent, d'un pays ne pouvant vivre que de l'exportation, mais incapable, matériellement, d'assurer ses exportations. La leçon devrait servir au Canada, lui aussi placé devant un destin exportateur, lui aussi soumis, faute de navires, au bon vouloir des autres pays. Toutefois, la comparaison n'est qu'à demi valable, l'essentiel des exportations canadiennes s'effectuant vers le sud, c'est-à-dire par terre. Dans le cas du Japon, la solution consisterait à se tourner vers la terre, c'est-à-dire vers la Chine, ce qui demeure impossible pour l'instant. On comprend dès lors les efforts effectués par le Japon dans le sens d'une reconstitution de sa flotte. Déjà près de la moitié de ses

mouvements d'importations et d'exportations se trouvent à nouveau assurée par navires nationaux¹.

Peut-on véritablement parler d'absence de débouchés? La question exige qu'on s'y arrête assez longuement. Les difficultés éventuelles que le monde rencontrera, avant quelques décades, pourraient en partie provenir de là. Nous avons déjà rappelé que la politique expansionniste japonaise s'est trouvée favorisée, justifiée aux yeux de bon nombre de Japonais, par des impératifs économiques incompressibles. Le sort actuel du Japon s'est trouvé quelque peu modifié, mais beaucoup plus sans doute sur des points de détail que de façon fondamentale.

Nous avons mis en lumière les phénomènes suivants: surpopulation, absence de certaines matières premières fondamentales, paradoxe d'une économie hautement industrialisée. Ces divers éléments se combinent pour placer le Japon devant une triple possibilité: chômage, salaires bas, exportations à tout prix. À vrai dire, dans le cas du Japon, ces trois situations en quelque sorte complémentaires donnent à l'économie du pays une physionomie très particulière. Essayons d'analyser ces trois problèmes en fonction de la situation actuelle.

Nous savons que le Japon d'après-guerre a dû faire face au reclassement d'une masse énorme de rapatriés en quête d'un emploi. Or, les statistiques démontrent que le secteur du travail s'est révélé d'une fermeté remarquable. Le chômage s'est accru de façon légère, sans jamais s'élever à des hauteurs par trop inquiétantes pour l'instant. De 1.06 p.c. en 1947, il passe à 1.09 p.c. en 1950 et à 1.59 p.c. en 1954. Ces chiffres permettent une double constatation: le Japon peut être considéré comme pratiquement en plein emploi; le chômage résiduel marque cependant une légère croissance qu'il faut surveiller avec attention dans l'avenir. On aurait tort d'oublier qu'au Japon les communistes ont mille thèmes faciles à exploiter. Le Japonais n'est pas d'une crédulité excessive. Mais son niveau de vie demeure encore peu élevé. De plus, les masses ouvrières se groupent dans les villes du centre du pays. Tout cela constitue un élément favorable au déclenchement de graves difficultés, au cas où le taux de chômage résiduel continuerait

1. Dans le cas des importations, les chiffres sont les suivants: en 1953, 43 p.c.; en 1954, 50 p.c.; en 1955, 51 p.c.; et dans le cas des exportations: en 1953, 39 p.c.; en 1954, 41 p.c.; en 1955, 39 p.c. Ces chiffres sont tirés de *Industrial Review of Japan*, vol. 2, 1957, p. 146.

à s'élever. Sous cette réserve (de taille d'ailleurs!), le pays demeure en plein emploi. Les explications ne manquent pas à ce propos: reconstruction indispensable de l'après-guerre, avec le soutien des États-Unis; impulsion donnée à l'industrie par la guerre de Corée (phénomène bien connu en Amérique du Nord); réadaptation d'une industrie déjà vieillotte, à des conditions de production moderne; reprise des exportations.

Cependant, il ne fait pas de doute que le maintien du plein emploi s'accompagne de grands sacrifices. Faute de débouchés suffisants, l'industrie japonaise n'atteint pas son rendement maximum. La compensation doit donc s'effectuer au stade des salaires.

Tableau IV
Salaires et prix¹

a) Salaires mensuels moyens des travailleurs employés de façon permanente			
	1947	1950	1953
Yens.....	1,740	9,687	16,741
Indice (1947=100)....	100	556.7	980.7
b) Indice réel des prix: biens de consommation			
Indice (1934-36=1) Tokyo	97.4	196.2	257.7

Les statistiques demeurent trompeuses. Elles traduisent un double fait indiscutable: au lendemain de la seconde guerre mondiale, les salaires japonais se sont très fortement élevés, et à un rythme beaucoup plus rapide que le niveau général des prix. Elles masquent une vérité: le niveau de vie moyen du Japonais était peu élevé avant la guerre; en dépit d'une hausse marquée, il demeure encore nettement insuffisant. Sans être tragique (on pourrait même écrire: quoique réconfortante, par certains côtés) la situation économique des Japonais demeure préoccupante. Au fur et à mesure que la vie tend à redevenir normale en Asie, le Japon doit reprendre conscience de son destin expansionniste.

Le tableau IV indique, *grosso modo*, une étape de hausse considérable des salaires (cinq fois leur volume de 1947), puis une seconde étape de hausse considérable, mais un peu ralentie (deux fois environ). De leur côté, les prix marquent une double hausse:

1. *The Japan Annual*, p. 200.

ils doublent tout d'abord, puis une nouvelle fois s'élèvent. La première hausse laissait les Japonais devant un pouvoir d'achat très fortement surélevé; la seconde hausse absorbe presque complètement celle des salaires.

Or, et c'est là le second aspect d'un même problème, le tableau IV, exprimé en yens, traduit la faiblesse absolue du pouvoir d'achat moyen des travailleurs japonais. En 1953, par exemple, le salaire moyen mensuel n'était que de 16,741 yens, ce qui devait correspondre à une cinquantaine de dollars environ! Envisagé de façon plus générale et par comparaison avec celui d'autres pays, le revenu national japonais par tête s'élevait, en 1953, à 188 dollars. À titre indicatif, on précisera qu'il était, à la même époque, de «1,928 dollars aux États-Unis, 816 dollars en Grande-Bretagne, 699 dollars en France, 505 dollars en Allemagne de l'Ouest, 500 dollars en Russie Soviétique et 299 dollars en Italie¹». En fait, en 1950, le niveau de vie n'atteignait encore que 93 p.c. de celui des années 1932-36.

Ainsi, il semble bien qu'on en revienne au point de départ: le développement de l'économie japonaise exige l'accroissement toujours plus marqué du réseau des exportations nationales. À ce point de vue, diverses constatations s'imposent: la balance des comptes du Japon demeure peu satisfaisante; le Japon a perdu son marché traditionnel continental; le reste de l'Asie ne constitue pas, pour l'instant, une compensation suffisante; en somme, le Japon dépend du bon vouloir des États-Unis, ce qui fait de sa structure un non-sens dont il ne pourra sortir qu'au prix soit d'une modification totale d'attitude de la part des pays non communistes, soit d'une collaboration très étroite avec la Chine elle-même. Examinons chacune des remarques précédentes.

La balance des comptes du Japon demeure peu satisfaisante. En dépit d'un accroissement des exportations, elle continue à se détériorer, les importations marquant une hausse bien plus forte. Il n'y a rien là qui doive surprendre. La reconstruction de l'économie japonaise permettait de prévoir la chose. Pourtant, il y a lieu de se montrer inquiet devant l'ampleur croissante d'un déséquilibre seulement compensé par les apports américains (dépenses des troupes d'occupation). Quant à l'aide officielle américaine,

1. *Japan's Foreign Trade*, op. cit., pp. 3 et 4.

elle s'est amenuisée jusqu'à devenir à peu près nulle en 1953. Or, précisément, la seule période durant laquelle la balance des comptes s'est rapprochée d'un certain équilibre est celle qui correspond aux maxima de l'aide officielle américaine. Il y a donc lieu pour le Japon de surveiller de très près ses échanges extérieurs. Si on peut être certain qu'il n'y manquera pas, on doit cependant se demander de quelle façon il tentera de résoudre le problème.

Tableau V
Commerce extérieur du Japon (1946 à 1953)¹

	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Exportations (f.o.b.).....	65.3	181.6	262.3	533.3	821.3	1,353.7	1,288.6	1,294.2
Importations (f.o.b.).....	303.3	449.0	546.6	728.1	822.0	1,645.3	1,701.3	2,049.6
Recettes provenant des forces américaines.....	—	—	18.8	48.6	148.9	624.2	787.7	780.8
Aide des E.-U. et diverses aides.....	306.5	386.8	402.9	551.1	317.2	152.8	45.1	0.3

En fait, depuis trente ans, la balance commerciale du Japon ne s'est que très rarement trouvée positive. Nous avons compté, pour la période 1926-55, 22 années négatives et seulement 4 années positives. Et encore, seule l'année 1939 s'est-elle traduite par un solde positif net (+241.2 millions de dollars-1926). Depuis la guerre, le Japon accumule des soldes débiteurs très prononcés, soit de 1945 à 1955 (en millions de dollars-1926): -258.7, -96.0, -390.5, -440.2, -671.1, -465.4, -278.1.

Il n'est pas question ici de compensation par la vertu des exportations invisibles: l'absence de flotte japonaise se fait ainsi particulièrement sentir. Entre 1946 et 1953, le poste «transport et assurance» est, lui aussi, fortement déficitaire (en millions de dollars): -36.2, -88.0, -120.2, -164.0, -123.1, -266.5, -161.9, -183.3.

En plus des causes déjà énoncées, responsables du déficit de la balance japonaise, il convient d'insister quelque peu sur l'un des plus grands obstacles à la réapparition de soldes positifs: la rupture des marchés traditionnels asiatiques continentaux. Le lecteur se rappellera nos remarques préliminaires, à propos de la politique suivie par le Japon, au temps de sa domination par le clan des généraux. Les militaires japonais n'ont réussi à entraîner leur

1. D'après *The Japan Annual*, 1955, op. cit.

pays dans une série d'aventures sanglantes que parce que l'industrie japonaise se trouvait placée sous la menace d'une rupture d'avec ses sources d'approvisionnement et ses débouchés naturels. Toutes les remarques qui nous ont été faites au Japon confirmaient cette opinion. Ce n'est donc pas en vain que nous avons utilisé l'expression d'insularité économique: le Japon se sentait pris (et se sent à nouveau pris) dans une situation rappelant celle d'une île perdue dans l'océan, au milieu de la tempête, dont les habitants voient diminuer les réserves de nourriture, tandis que le produit de leur travail local, par exemple, s'accumule dans les greniers. Si la tempête dure trop longtemps, il arrive obligatoirement un instant où les assiégés courent le risque de la noyade et se risquent sur la mer. C'est ce qu'a fait le Japon. Qu'on nous permette d'insister encore sur cette longue image. Il arrive également que les habitants de l'île menacée de disette réclament du secours. Si personne n'ose risquer le naufrage, les isolés n'ont d'autre issue que la précédente. Tel est aussi ce qu'a tenté le Japon: l'appel à la solidarité économique d'un monde qui avait concouru à son industrialisation et ne voulait pas «courir le risque du naufrage». L'image correspond avec netteté à la situation économique du Japon des cinquante dernières années.

Les conquêtes militaires japonaises ont suivi une «route économique»: la route exportations-importations. Corée, Mandchourie, Chine, Vietnam, Malaisie, Philippines, Indonésie, Australie entrevue et presque atteinte, constituaient les étapes d'une rigoureuse logique. De quelle façon?

À titre d'exemples, indiquons ce que représentait pour l'économie japonaise, par exemple, chacune des régions énoncées. La Corée signifiait, pour le Japon, une source d'approvisionnement en riz, en même temps qu'un débouché pour les produits manufacturés japonais. L'industrie textile du Japon, en particulier, y trouvait son compte. Cela est vrai, d'ailleurs, d'un grand nombre de pays asiatiques, où la cotonnade constitue la matière première essentielle à l'habillement. Nous renvoyons le lecteur à ce qui a été dit à propos des industries textiles du Japon. La Corée constituait également un important débouché pour les produits des industries chimiques.

Nous laisserons pour l'instant de côté le problème des échanges avec la Chine communiste, ceux-ci posant une série de problèmes qui ne sont pas tous de nature économique. Mais, en réalité, l'incident Sino-Japonais, devenu une longue guerre entre les deux pays, s'inspirait des objectifs économiques précédents; le souci d'exporter constituait néanmoins l'objectif majeur du Soleil-Levant. La Chine «japonisée» eût représenté pour le Japon le plus considérable de tous ses marchés: absorption des cotonnades, des soieries, des machines, des produits chimiques, en échange de ressources agricoles dont le Japon ne peut que manquer, compte tenu de sa structure géographique. Une notion nous paraît évidente: celle de la complémentarité économique sino-japonaise. L'industrie japonaise songeait à assurer la succession de l'industrie occidentale installée à Shanghai tandis que les industries de la frontière sino-manchoue eussent comploté l'établissement d'un gigantesque combinat triangulaire Japon-Chine-Mandchourie. Dès lors, le Japon n'avait plus aucune peine à éliminer de tout l'Extrême-Orient ses concurrents européens et américains, et en même temps qu'un relèvement du niveau de vie japonais il assurait celui de l'Asie, acquérant ainsi une clientèle inépuisable. Tout cela apparaît d'une logique économique rigoureuse, dans la mesure cependant où le système élaboré pouvait s'accompagner de l'une des deux conditions complémentaires suivantes: possibilité d'importer les matières premières indispensables au fonctionnement du combinat triangulaire dont nous avons parlé, et que celui-ci ne pouvait en aucun cas produire; ou recherche d'une autarcie absolue, à l'échelle asiatique.

La première possibilité supposait de larges échanges économiques avec les fournisseurs des matières premières manquantes, ce qui ne pouvait se faire sans l'exportation massive de produits manufacturés japonais. Nous avons parlé du niveau peu élevé des salaires au Japon. L'abaissement excessif des coûts de revient conduisait à un phénomène de concurrence sur lequel il n'est plus besoin de revenir, tant il a été célèbre au cours des vingt-cinq dernières années.

La seconde possibilité a conduit à la série des conquêtes complémentaires que la logique du plan économique poursuivi imposait:

caoutchouc du Vietnam, de la Malaisie, de l'Indonésie, pétrole de cette dernière région, et peut-être, enfin, laine d'Australie.

Or, du fait de la guerre, le Japon se trouve aux prises avec des difficultés graves: la perte de 45.5 p.c. des territoires qu'il occupait avant le conflit; la rupture d'avec la Chine communiste, les échanges commerciaux avec l'Asie non communiste ne compensant pas l'absence de tractations avec le continent. Les statistiques des Nations-Unies indiquent que l'Asie du Sud-Est, considérée de façon globale, représentait, en 1938, 10.3 p.c. du volume total du commerce mondial. Le chiffre serait tombé, en 1955, à 6.8 p.c.

Le Japon peut cependant considérer avec une certaine satisfaction sa propre position dans l'ensemble du commerce de l'Asie du Sud-Est. En dépit d'une diminution du commerce global de cette partie du monde, il a réussi lui-même à accroître ses exportations vers les Philippines, la Thaïlande, la Birmanie, l'Indonésie, la Malaisie, l'Inde, le Pakistan et Ceylan. Entre 1930 et 1937, ses exportations vers ces divers pays s'élevaient à 133 millions de dollars, soit 6.5 p.c. de l'ensemble du commerce extérieur japonais. En 1955, les exportations atteignaient 380 millions de dollars (soit près de 180 millions de dollars de 1930-37). La hausse est donc de 18.9 p.c.¹ C'est sans doute ce qui conduit Saburo Okita, dans *The Rehabilitation of Japan's Economy and Asia*, à l'optimisme: prenant prétexte de l'amélioration de 20 p.c. (en 1938), à 14 p.c. (en 1954) du rapport des importations au revenu national, il en tire la conclusion que le Japon est beaucoup plus indépendant qu'on l'affirme en général du commerce international, et n'a que peu souffert de la diminution des échanges asiatiques. Il nous paraît que ce n'est là qu'une vérité relative. Indiscutablement, le Japon a réussi à modifier la structure de son économie en la modernisant, à accroître les revenus individuels en changeant de clientèle. Mais son indépendance économique (qu'on s'en rapporte à sa balance des comptes) est loin de se trouver assurée et ne peut être obtenue que par intégration à l'une des deux grandes masses économiques qui se disputent le commerce asiatique: la Chine ou les États-Unis.

* * *

1. *Japan's Foreign Trade*, op. cit., p. 18.

Il nous reste donc à examiner ce dilemme japonais: la dépendance à l'égard des États-Unis et les relations avec la Chine communiste.

Avant la guerre, les échanges avec la Chine continentale s'élevaient en moyenne (période 1930-1939) à 200 millions de dollars pour les exportations, et à environ 120 millions de dollars d'importations¹. Ces montants représentaient près de 20 p.c. des exportations totales japonaises et près de 12 p.c. des importations totales. Il s'agissait là de montants présentant un intéressant caractère de régularité, condition indispensable de toute prévision rationnelle de production. Les chiffres postérieurs à la guerre présentent un tel caractère d'irrégularité que, logiquement, le Japon n'est plus en mesure de compter sur un soutien satisfaisant de son activité industrielle. Les exportations vers la Chine communiste sont tombées à un niveau ridiculement bas, compte tenu de l'ampleur du marché continental. Les chiffres suivants comprennent en outre les échanges avec la Mandchourie et le territoire de Kwantung. Pour les années 1946 à 1954, les exportations représentent (en millions de dollars) 3.6, 10.2, 4.1, 3.1, 19.6, 5.8, 0.6, 4.5, 19.1. De leur côté, cependant, les importations font preuve d'une plus grande régularité. Pour les années 1946 à 1954 elles représentent (en millions de dollars) 3.6, 5.0, 24.8, 21.8, 39.6, 21.6, 14.9, 29.7, 40.8. La composition des exportations et des importations est également fort instructive. Les exportations japonaises comprennent, par ordre décroissant, des produits chimiques, des textiles synthétiques et de coton, et des bicyclettes. Les importations japonaises, envisagées dans le même ordre, comprennent du riz, du soja, du sel, des graines diverses, du minerai de fer, du charbon, du lin.

Quelques remarques s'imposent au sujet de ces divers mouvements commerciaux:

1) L'irrégularité des exportations s'explique par des considérations peu encourageantes pour l'avenir des relations commerciales sino-japonaises. Elle contient en outre une leçon dont feraient bien de profiter tous les pays non communistes désireux d'entrer en relations commerciales avec Pékin. La Chine communiste

1. Ces chiffres et les chiffres suivants sont tirés d'une documentation fournie par le consulat général du Japon à New-York.

n'importe que les produits dont elle ressent le besoin le plus incompressible. Il y a à cela deux raisons: un désir d'autarcie effréné, une mesure de rétorsion certaine à l'égard de l'embargo dont elle est la victime. On pensera ce que l'on voudra de l'embargo pesant sur le commerce avec la Chine.

Un appui massif de tous les pays non communistes à la Chine de Mao-Tsé-Tung eût peut-être évité à ce pays de basculer totalement et définitivement dans le camp marxiste. Rien n'est moins certain évidemment. Mais l'enjeu valait la tentative. Aujourd'hui, il est presque trop tard. Pourtant, une collaboration générale pourrait sans doute éviter la rupture totale.

Dans le cas du Japon, cependant, la chose est d'une gravité exceptionnelle. Entraîné malgré lui dans cette politique, il risque de ne pouvoir exporter massivement vers la Chine qu'en s'intégrant sans restriction à l'édifice bâti par Mao-Tsé-Tung. Une autre remarque s'impose: la liste des principales exportations vers la Chine ne recèle que peu ou pas de biens s'éloignant de produits à structure élémentaire: cotonnades, par exemple. Pour les produits hautement spécialisés, la Chine fait appel aux pays communistes, la plupart du temps. Le Japon se trouve ainsi privé d'un débouché pour des produits où il excelle (en dépit d'une légende ridicule). De leur côté, les importations se trouvent réduites au strict minimum; mais elles traduisent bien davantage que les exportations la dépendance économique du Japon à l'égard de ses voisins: riz, fer, charbon; soit tout de même trois produits d'une importance significative.

2) Le Japon tourne de plus en plus les yeux vers la Chine, ce qui est logique. Il sera obligé de le faire à l'heure où cessera la présence américaine (au moins dans l'état actuel du commerce international). En juillet 1953, la Diète japonaise adoptait une résolution réclamant une reprise d'échanges économiques avec la Chine. En octobre 1953, un certain nombre de députés japonais, en visite d'affaires en Chine, passèrent un accord commercial portant sur des échanges annuels de 30 millions de dollars. Le Japon n'en est pas resté là. En mai 1955, un nouvel accord signé à Tokyo portait le montant précédent à 84 millions de dollars. Il s'agissait pour la Chine d'atteindre les objectifs de son programme

quinquennal. Peut-être la Chine poursuit-elle également l'espoir d'entraîner le Japon dans son orbite économique.

Quoi qu'il en soit, le nouvel accord ne représente encore que le quart des échanges moyens de la période 1930-1939. L'opération est un succès pour le Japon, mais il ne résout pas tous les problèmes. Il ne saurait, dans la politique commerciale japonaise, que constituer un premier pas.

La dépendance japonaise à l'égard des États-Unis est d'une nature assez différente. Il n'est pas question, apparemment, de liens politiques aussi étroits que ceux risquant de lier un Japon communiste et la Chine continentale. Pourtant, les États-Unis mènent de pair leur soutien économique et financier à des fins de défense contre le communisme et leur propre politique commerciale à des fins purement économiques. Il est instructif de rappeler au lecteur quelques-uns des récents accords qui règlent les relations commerciales du Japon et des États-Unis. Les États-Unis sont devenus le premier marché de la production japonaise. Les importations américaines en provenance du Japon se sont élevées par exemple en 1954 (dernier chiffre disponible, malheureusement) à 258 millions de dollars. Ces importations comprenaient en particulier: des produits textiles (76 millions), du bois et des produits du bois (30 millions), des minerais non métalliques (22 millions), de la machinerie (20 millions) et des produits alimentaires, y compris des boissons (48 millions). En outre, les États-Unis ont consenti à Genève, lors de la réunion du G.A.T.T., des réductions de tarifs douaniers dont les exportations japonaises devraient pouvoir tirer avantage.

Tout cela ne va pas, bien entendu, sans d'importants mouvements de marchandises américaines vers le Japon. C'est ainsi, par exemple, que le Japon a consenti aux États-Unis des tarifs de faveur pour les automobiles, les huiles et graisses lubrifiantes, les machines à fins industrielles, les jus de fruits et le lard. En 1954, contre 258 millions de dollars d'exportations, le Japon a dû importer 727 millions. La balance Japon-États-Unis se trouvait ainsi, pour cette seule année, débitrice de 468 millions de dollars. On ne dispose pas encore des chiffres plus récents publiés par le Japon à propos de ses échanges avec les États-Unis. Il faudra se con-

tenter d'un bref commentaire sur des données chiffrées anciennes mais caractéristiques quant à leur détail.

Les exportations japonaises vers les États-Unis (en 1954) ont porté essentiellement sur les produits les plus menacés de mévente tels que textiles (76 millions de dollars), alimentation, bois, minerais non métallique, machinerie, produits métalliques, etc. . . Indiscutablement, les États-Unis ont effectué un gros effort pour soutenir les activités japonaises fondamentales. Pourtant, ils se sont fait payer par un effort tout aussi nettement orienté; les importations japonaises en provenance des États-Unis ont représenté près du triple des exportations, et porté sur une gamme très large et très significative de biens et produits divers: céréales (217 millions de dollars), textiles et matières premières, machines, livres, minerais et charbon, pétrole, huiles et graisses, etc. . .

Pour nous en tenir à des postes du commerce extérieur, nous ferons remarquer qu'ayant exporté 76 millions de dollars de produits textiles, le Japon en a importé pour 185 millions; nous noterons aussi que les exportations américaines de produits alimentaires étaient presque cinq fois plus importantes que les importations de produits alimentaires japonais et que le rapport était de quatre à un dans le cas de la machinerie.

Il faut donc tirer quelques conclusions sur le chapitre des relations entre Japon et États-Unis:

1) La subordination du Japon à l'égard des États-Unis, sans doute logique, semble assez nette;

2) Les liens commerciaux entre les deux pays ont apporté au Japon des avantages très marqués: sans doute la balance commerciale est-elle favorable aux États-Unis, mais le soutien apporté au Japon, soit tout d'abord sous forme de dons et prêts, soit ultérieurement sous forme de dépenses de services (troupes d'occupation) a permis au Japon de franchir sans trop de mal la dure période de l'après-guerre. À ce point de vue, les États-Unis se sont révélés irremplaçables, et il est probable que le Japon aurait beaucoup à perdre d'une indépendance complète trop rapide.

3) Toutefois, les Japonais doivent dès maintenant envisager, au nom de l'indépendance, des substituts au soutien américain. On peut douter que les États-Unis constituent jamais la solution idéale pour l'économie japonaise. Pour protéger leur haut niveau

de productivité, les États-Unis croient devoir être protectionnistes à outrance. Il nous paraît impensable qu'avant longtemps ils modifient leur attitude sur ce point. Une semblable politique économique ne peut que conduire le Japon à une stratégie conforme à leur situation géographique, à leurs traditions économiques et peut-être même, d'ici quelques années, à leur objectif politique. Que voulons-nous dire par là? Est-il possible, à l'issue de ces quelques remarques, de dépasser les considérations économiques pour replacer le sujet dans son cadre général.

* * *

Essayons donc de résumer les grandes lignes de notre analyse.

Nous avons dit, en introduction à cette étude, que d'immenses erreurs avaient été commises à l'égard du Japon, antérieurement à la deuxième guerre mondiale et aussi à l'issue du conflit. Le monde a ignoré le destin économique du Japon: l'indispensable, l'incompressible besoin d'exportations de celui-ci, la nécessaire recherche par le Japon de sources d'approvisionnements pour un édifice industriel que le pays avait, en partie du moins, édifié à son corps défendant. Le Japon a donc joué le jeu, sans souplesse, sans beaucoup de bonne volonté probablement, mais avec une rigueur logique dont les conséquences ont été incommensurables. Il a fait la preuve: du dynamisme asiatique, de la solidarité économique de l'Asie, de la complémentarité du Japon et du continent asiatique. Il a fait aussi la preuve de la stupidité des politiques ultra-protectionnistes, d'un fractionnement du monde en petites masses économiques qui s'ignorent. Il a apporté la preuve, enfin, de son aptitude à renoncer à un immédiat de bien-être pour un avenir qui eût pu être brillant.

Ceci dit, il nous a démontré que l'heure de l'Asie a sonné. Le Japon a été une grande puissance asiatique. Avant dix ans, il le sera de nouveau. Pour arriver à ses fins, ce pays a montré qu'en dépit d'un accroissement démographique gigantesque, de pertes de territoires catastrophiques, il était en mesure d'assurer le plein emploi, quitte à subir la plus stricte discipline de consommation.

Le Japon n'ignore pas que tout ceci n'a qu'un temps. Nous avons tenté de démontrer la constance des données économiques qui conduisent ce pays.

Aujourd'hui, la production augmente. La consommation s'accroît. La population se stabilise quantitativement. Qualitativement elle ne cesse d'apporter la preuve de ce qu'elle est. L'insularité économique n'est pas forcément une maladie: elle peut être un facteur de dynamisme. La Grande-Bretagne, pendant des siècles, en a fourni la preuve. Le Japon l'a démontré à son tour. Mais les moyens utilisés jusqu'à notre époque ont fait long feu. Il ne saurait plus être question, aujourd'hui, de conquête militaire durable. Politique et économie n'ont sans doute jamais cessé de se trouver étroitement liées à travers les siècles. Ce n'est qu'à la suite d'erreurs d'optique qu'on les a crues associées. Le fond du problème ne s'est pas modifié: c'est le style qui a changé.

Or, c'est là que réside le secret de notre époque. Où va le Japon, nous demandons-nous? Vers le destin logique de tous les peuples: vers celui qui lui assurera le maximum de bien-être économique. Pourquoi le Japon échapperait-il à la règle? Le style économico-politique de notre époque est celui de relations avec le groupe susceptible d'assurer la réalisation des conditions économiques optima. Le pays le plus intransigeant sur ses objectifs politiques peut un jour se laisser convaincre par des arguments économiques.

Voilà donc la conclusion de tout ceci: le Japon s'orientera vers le groupe politique en mesure d'assurer son équilibre économique. Il n'est donc nullement exclu qu'il devienne communiste, si la situation le commande, et quelle que soit la répulsion présente des individus et des gouvernants. Il n'y a jamais de choix définitif. À nous de savoir maintenir le Japon dans notre camp. Disons, pour rassurer les inquiets, que les mêmes remarques restent valables pour le bloc communiste. Il n'est pas défendu non plus de penser que c'est lui qui viendra à nous, s'il s'aperçoit que nous lui offrons mieux que ce qu'il a. Les événements des derniers mois ont rendu vraisemblable l'hypothèse.

Il s'agit cependant d'une hypothèse. Le Japon va où nous allons. Mais où allons-nous tous?

Jean MEHLING,
professeur à la faculté des sciences sociales (Ottawa).